Numérisation CERMTRI

N° 298. — De Juillet 1952 "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" BI-MENSUEL — 20 FRANCS

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1er) — Tél. : CEN. 68-96 C.C.P. Sté de Presse, d'Edition et de Librairie 603.201 Paris

Signal d'alarme

J. Duclos est libéré.
Il n'en reste pas moins
que, pendant un mois Pinay a pu garder en prison arbitrairement le secrétaire général du P.C.F. ;
que la grève du 4 juin a été un échec FAUTE D'UNITE DACTION
que Bourguiba et Messali Hadj restent emprisonnés ;
que des centaines de militants sont en prison, que les délégués sont licenciés, les grévistes arrêtés.
UNITE D'ACTION POUR LA DEFENSE DES LIBERTES DEMOCRATIQUES !

Le plan de réformes pour la Tunisie LAISSE L'IMPERIALISME DANS L'IMPASSE

Des millions de parias opprimés, pressurés par une minorité de colons veulent leur indépendance nationale.

Les méthodes de colonisation de l'impérialisme français sont telles qu'il lui est impossible de faire la plus petite concession. Les mines et les usines, les meilleures terres, l'administration, l'Etat, tout est français. La moindre faille dans ce système ouvrirait rapidemennt la plus large brèche. Alors que l'impérialisme anglais a pu réaliser aux Indes une forme indirecte de domination où les liens économiques sont tenus en mains par les Anglais, l'Etat étant géré par la bourgeoisie indienne, la bourgeoisie française ne peut pas l'entreprendre en Afrique du Nord. La raison en est qu'il n'existe pour ainsi dire pas de bourgeoisie nationale. Ceci est vrai totalement en Algérie. Si, au Maroc, des éléments féodaux subsistent qui tendent à investir leurs revenus dans l'industrie ; si en Tunisie, il y a des éléments d'une bourgeoisie tunisienne, la voie d'un accord avec ces classes est bouchée pour l'impérialisme français.

Toute concession accordée aux Tunisiens ou aux Marocains, mettrait le feu au poudres en Algérie où les masse en mouvement ne s'arrêteront pas aux demi-mesures.

C'est là, la raison principale de l'impasse « française » en Afrique du Nord.

LE FRONT COMMUN DES PARTIS NATIONALISTES NORD-AFRICAINS

Le caractère des partis nationalistes nord-africains est déterminé par la nature sociale des couches sur lesquelles s'appuient ces partis.

L'appui des éléments petits-bourgeois et bourgeois tunisiens au Néo-Destour explique et la politique de « négociations » et le désaveu de la journée de lutte du 23 mai, organisée par le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques. Mais la large base syndicale organisée par la centrale U.S.T.T. interdit pratiquement la capitulation aux dirigeants du Néo-Destour.

L'Istiqlal, dont la base sociale est moins populaire, développe une politique plus conciliatrice que celle du Destour. Ces deux partis cherchent un compromis impossible à arracher sans lutte de masses. Mais la lutte des masses ne peut s'arrêter à un compromis. Par la force des choses ces deux partis, tout en canalisant la volonté de combat des peuples, en subissent la pression. C'est pourquoi nous voyons l'impérialisme américain qui désire le compromis, contraint toutefois de s'aligner sur la politique de force de l'impérialisme français dans le but de maintenir l'« ordre » indispensable à la préparation « atlantique » de la guerre.

Le M.T.L.D., qui représente un peuple totalement exproprié, par l'impérialisme français, développe une politique intransigeante. Sa revendication d'indépendance nationale de l'Algérie a le contenu social le plus radical. Arracher l'indépendance nationale, c'est exproprier l'impérialisme qui possède TOUT, et par là même commencer la transformation socialiste du pays.

⁂

Il n'est que de suivre, même superficiellement le développement de la situation pour comprendre qu'aucun des problèmes qui agitent l'Afrique du Nord n'a été réglé. Personne ne peut se faire d'illusion sur le calme relatif qui y règne. Plus que quiconque les impérialistes français, ainsi qu'en témoignent les débats de l'Assemblée Nationale sur le soi-disant plan de réformes en Tunisie, sont conscients du caractère explosif de la situation.

Les masses d'Afrique du Nord reprendront bientôt leur marche en avant ; quels problèmes auront-elle à résoudre ?

L'interdépendance étroite des problèmes en Afrique du Nord a amené les partis nationalistes à organiser un front commun. Celui-ci, avant tout, par suite de l'orientation de l'Istiqlal et du Destour n'a pas encore une vie réelle dans les masses. Mais le développement de la situation, la radicalisation des masses obligeront ces partis à agir, car c'est seulement par l'action que les peuples opprimés d'Afrique française du Nord peuvent arracher leur indépendance.

Pour l'action unie, le front commun des partis nationalistes nord-africains s'avérera l'instrument le plus efficace et le plus adapté aux besoins particuliers et généraux des masses nord-africaines.

Pierre LAMBERT.

ATTENTION

Comme chaque année
LA VÉRITÉ
suspend sa publication pendant les vacances

PROCHAIN NUMÉRO
LE 18 SEPTEMBRE 1952

L'EXPERIENCE PINAY C'EST LA REPRESSION
Préparons la contre-offensive ouvrière !

D'ORES et déjà on peut dire que l'expérience Pinay a fait faillite. Pourtant le gouvernement Pinay n'est pas encore à la veille d'être renversé. Là se résume la contradiction profonde de la situation actuelle.

FAILLITE DE L'EXPÉRIENCE

La poudre aux yeux de la baisse n'a pas fait illusion l'espace d'un matin. L'emprunt qui, devant suppléer à l'impôt et à l'inflation, constituait la pierre d'angle de l'expérience s'est soldé par un échec. Il n'a pas rapporté en argent frais la moitié de la somme prévue et nécessaire à un équilibre provisoire du budget. L'emprunt devait faire la preuve par neuf de la confiance rétablie. Il est clair que les détenteurs d'or continuent à n'avoir pas confiance.

Et pourtant !

M. Pinay n'a rien négligé pour mériter le soutien des possédants. En un tour de main, il a institué le blocage des salaires sous l'étiquette-antiphrase d'échelle mobile.

Et surtout il a inauguré une politique de répression anti-ouvrière ouverte et ambitieuse, il a montré sa ferme décision de « maintenir l'ordre » en jouant à fond de l'appareil policier. Pinay a inauguré son règne avec l'arrestation d'Habib Bourguiba et des leaders tunisiens du Néo-Destour ; il l'a jalonné de la nouvelle déportation de Messali Hadj, de nombreux cadavres nord-africains, puis de l'emprisonnement des deux dirigeants communistes staliniens : André Stil et Jacques Duclos, entourés de plus d'une centaine de militants ouvriers et de cadres syndicaux.

L'arrestation de Jacques Duclos a révélé à quel point le gouvernement Pinay foulait aux pieds sa propre légalité bourgeoise. Depuis très longtemps, dans ce pays, une arrestation n'avait été faite avec autant d'arbitraire, avec autant de cynisme policier, de mépris des droits démocratiques.

C'est qu'il s'agissait de la démonstration que pour parer des coups décisifs au mouvement ouvrier, il n'était pas besoin d'un autre homme que le petit Antoine Pinay et d'autres méthodes étatiques, que son médiocre régime parlementaire-policier.

La tentative a rencontré au moins un succès relatif au Parlement par la rupture de la cinquantaine de députés R.P.F. qui, comme l'écrit leur ami M. Terrenoire, se sentaient « rassurés depuis que Jacques Duclos [était] en prison » et qui, passant outre à toute démagogie prudente, se sont dépêchés de reconnaître une politique conforme à leurs sentiments profonds.

Mais quelle que soit l'importance de cette scission du R.P.F. que nous examinons par ailleurs elle change peu de choses au bilan de l'expérience Pinay.

Au moment même où les guichets de l'emprunt se fermaient discrètement et sans gloire marquant son échec économique, Pinay devait en-

Michel LEQUENNE.

(Suite page 4.)

Dans le deuxième secteur de Paris
2.272 VOIX TROTSKYSTES

PIERRE LAMBERT

APRES une campagne nettement moins animée que celles des années précédentes, le candidat du P.C.I., le camarade Lambert, bénéficia du vote de 2.272 électeurs du deuxième secteur de la Seine.

Il fit campagne contre la répression, contre l'emprisonnement de Jacques Duclos, de Messali Hadj et de nombreux militants ouvriers et coloniaux, pour le front unique et le gouvernement communiste-socialiste, et défendit avec conséquence le programme de la Révolution socialiste.

Le nombre de voix recueilli est encourageant pour notre parti si l'on tient compte de la composition sociale défavorable de la plupart des arrondissements du secteur (ainsi notre pourcentage de voix tombe à 0,5 % dans le 8e arrondissement, de composition bourgeoise en majorité) si on y ajoute le très fort pourcentage d'abstentions (50 %) et si on se rappelle que notre parti mène campagne pour la première fois dans ce secteur.

Au second tour, le candidat du P.C.I. s'est désisté pour Gaston Auguet, candidat du P.C.F., qui arrivait en tête des candidats ouvriers. Il appela le Parti socialiste à se désister pour Auguet, et les électeurs socialistes à reporter leurs vote sur Auguet, candidat ouvrier le plus favorisé et de manifester ainsi leur opposition à la répression anti-ouvrière du gouvernement Pinay et leur volonté de voir enfin se réaliser le front unique des partis ouvriers.

DISPERSION DU RASSEMBLEMENT

C'EST un coup sévère que le R.P.F. a reçu le 5 juillet, et ce coup ne vient pas des intransigeances du général de Gaulle, mais de la politique dictée à Pinay par la bourgeoisie.

En dépit du resserrement constaté aux élections du 17 juin 1951, le R.P.F. demeurait une formation dont l'hétérogénéité était grosse de conflits.

Depuis sa création le R.P.F. a mis en avant un programme économique, politique et social à la fois ultra-nationaliste, colonialiste et paternaliste, d'une démagogie de style fasciste. Mais dans ses rangs cohabitaient les gaullistes, proprement dits, c'est-à-dire les réactionnaires de la résistance, les fascistes vichyssois, d'abord sans autre refuge, et la vieille droite classique française qui préfère aux « innovations » du genre association capital-travail, et aux risques des méthodes nazies, les vieux principes éprouvés au long des décades de la IIIe République.

Les coquetteries de ces derniers ont constitué le fond des crises du R.P.F. au cours de ses premières années. C'est cette droite, vichyste pendant l'occupation qui est venue au pouvoir avec Pinay. Sa puissance d'attraction était énorme sur toute l'aile parlementaire du R.P.F. La scission d'aujourd'hui en est la première manifestation large.

Que restera-t-il du R.P.F. après cette épreuve ?

Les éléments vieux-fascistes n'ont pas pardonné à de Gaulle d'avoir été « l'homme de Londres » puis « d'Alger » et moins encore d'avoir accepté en 1945 le compromis avec les partis ouvriers, sans oublier l'épuration.

Ils se sont regroupés au sein du R.P.F., mais ne sont pas attachés au général. Un chef plébéien qui se dégagerait d'entre eux aurait dans des conditions favorables plus de chances que de Gaulle de faire le rassemblement de tous les groupes fascistes qui commencent aujourd'hui à légaliser la publication d'une pléiade de petits journaux. Pinay leur offre la possibilité de s'exprimer au grand jour.

Quand au « purs » gaullistes, ils sont une minorité.

Ainsi les chances qu'a les R.P.F. d'obtenir la succession d'un gouvernement réactionnaire à la Pinay vont s'amenuisant.

Sa candidature parait inopportune aux maîtres de Wall Street qu'exaspère la fanfaronnade chauvine du gaullisme.

La bourgeoisie française, dans cette situation lui préfère un gouvernement de dictature policière et militaire telle que peut le préparer l'actuelle politique Pinay.

C'est-à-dire que la crise du R.P.F. n'aura pas pour effet de le « renforcer en l'épurant » mais de préciser l'impasse de ses perspectives.

(Suite page 2.)

Terreur en Espagne

Le procès des « 27 » militants du Parti socialiste unifié de Catalogne s'est terminé en 48 heures, par trois condamnations à quatre ans de prison, trois à trois ans, sept à deux ans, neuf à six mois et cinq acquittements. La mobilisation de l'opinion internationale, les innombrables protestations n'ont pas permis à Franco d'aller plus loin.

Mais d'autres procès se préparent, et tout d'abord celui des quatorze membres du Parti ouvrier d'unification marxiste (P.O.U.M.). Il s'agit de David Rey, Francisco Claramunt, Manuel Alberich, Mariano Ortega, Francisco Roda, Juan Rocabert, Jaime Oliver, Hugo Gerrero, Luis Puig, Antonio Poruny, Juan Llado et trois autres non encore identifiés.

Il faut sauver ces emprisonnés promis à la rage d'un tribunal militaire.

La boussole ivre

par M. FAVRE-BLEIBTREU

L'ARTICLE-RAPPORT, présenté le 5 mai par Billoux à son retour de Moscou a été pendant six semaines l'évangile des dirigeants staliniens.

Aujourd'hui son auteur a dû battre son mea culpa et la ligne nouvelle définie par le Comité Central du 18 juin, représente un nouveau tournant brusque, à contre sens du précédent.

Pour le petit bourgeois prostalinien comme pour le bureaucrate, chaque tournant est une nouvelle occasion de chanter les louanges du génial stratège du Kremlin. Mais pour l'ouvrier communiste du rang, pour les cadres moyens du Parti, les choses prennent une toute autre couleur ; cette avalanche incessante de « lignes » et de « contre lignes », d'ordres et de contre ordres les paralyse, les désoriente, les déconsidère aux yeux des masses, témoins d'incompréhensibles contorsions ; incompréhensibles pour elles parce que sans lien avec leurs aspiration de classe ni surtout avec leur combat réel.

L'« AUTOCRITIQUE » SUR LE DOS DE BILLOUX

Analysant le rapport de Billoux « La Vérité » avait souligné que ce rapport offrait certains aspects positifs. En effet, il paraissait renoncer aux thèmes de la collaboration des classes et il affirmait à juste titre que la bourgeoisie française, en tant que classe, doit être considérée par les travailleurs français, comme totalement responsable de la misère, de la préparation à la guerre, de la répression et des guerres coloniales. Il affirmait aussi que la lutte contre la guerre n'est concevable que comme lutte de la classe ouvrière pour le socialisme.

Ces idées, qui rompaient avec les thèmes d'« indépendance nationale », de « défense de l'industrie nationale », de riposte à la menace de guerre par la signature de pétitions et autres activités stériles, constituaient un gros progrès et furent saluées avec joie par les militants communistes conscients.

Mais nous avons expliqué que ce progrès était réduit à néant par l'absence de toute politique révolutionnaire concrète ; par le silence sur l'objectif immédiat nécessaire : le gouvernement de front unique des Partis communiste et socialiste ; par le rejet sectaire et sans appel de toute politique de front unique d'organisation à organisation ; par la condamnation méprisante et stupide des Comités d'unité d'action stigmatisés comme des « Comités irresponsables ». Ainsi le tournant apparaissait clairement comme un gauchissement en phrases, mais en pratique comme une politique sectaire, ultimatiste et aventuriste, allant à contre sens des besoins des masses et de toute la situation.

L'échec de la grève du 4 juin, venant après le demi-échec de celle du 12 février, confirma, très largement hélas, notre estimation.

Quelle conclusion le Comité central du P.C.F. a-t-il tiré des événements ? A-t-il abandonné ce qu'il y avait de désastreux dans la « ligne Billoux » et conservé ce qu'il y avait de correct ?

Billoux, lui-même, a répondu dans son autocritique de la manière la plus claire :

Il s'accuse d'avoir « dénoncé en bloc la bourgeoisie française comme responsable de la politique de subordination à l'impérialisme américain ». Il se repent d'avoir « affirmé que la lutte pour la paix est le chemin choisi par la classe ouvrière pour aller au socialisme ». En somme, Billoux, et tout le Comité Central, condamnent ce qui était correct et se taisent sur les erreurs réelles !

LE FRONT UNIQUE ET LE RAPPORT FAJON

Dans son rapport du 18 juin, Fajon dénonce avec raison la « ligne Billoux » comme « relevant d'avantage de la gesticulation que d'une analyse juste de la situation et d'une juste conception du travail de masse ».

Est-ce à dire que ce rapport définit une politique de Front unique de la base au sommet avec le Parti socialiste et avec les syndicats réformistes?

Nullement : Pour Fajon comme pour Billoux, l'unité des travailleurs est conçue à la manière d'un ultimatum aux ouvriers socialistes : reconnaissez la direction du P.C.F., faites l'unité à la base contre vos chefs traîtres.

Aucune proposition n'est faite à la direction du Parti socialiste pour une

(Suite page 4.)

Numérisation CERMTRI

SOUS LE REGNE DE PINAY-VICHY

LES METHODES POLICIERES

Un nouveau fait vient d'éclairer cruement pour les incrédules — s'il en reste — les méthodes de la police françase.

La grande presse a en effet été émue par la protestation de deux prêtres ouvriers victimes de brutalités policières dont ils ont fait un récit très précis à la suite des manifestations du 28 mai Il ne s'agissait là que d'un exemple de ces méthodes qui sont de plus en plus fréquemment et violemment appliquées, mais cette fois les victimes n'étaient pas de simples ouvriers.

Les démentis de Baylot ne manquaient pas de sel ! « Vous ne plaignez pas mes hommes qui ont été frappés avec des pancartes ». Pauvres et innocents C.R.S. qui n'ont que des révolvers, des crosses (en attendant mieux) de fusils, des matraques, des gaz lacrimogènes et des cars blindés pour disperser les manifestants. Et ceux-ci ont l'audace de se défendre avec les pancartes où sont inscrits leurs mots d'ordre qui n'auraient pas servi à cet usage si on avait laissé les travailleurs manifester tranquillement.

La police fait son travail dit M. Baylot.

Peut-être pourrait-elle s'occuper des complicité qu'ont les gangsters dans ses propres rangs, comme le dénonce, a propos du vol des bijoux de la Begum, Valantin, directeur de la police judiciaire démissionné. Ce dernier qui accuse Bertaux ex-directeur général de la sécurité aujourd'hui préfet, d'être complice du coup, ajoute « qu'il ne s'agit là que d'un de ces épisodes journaliers qui nous apporte régulièrement la preuve que la puissance de Joinovici, Peyré, Lecca et autres gibiers de potence s'affirme sur la puissance publique... »

Peut-être aurait-elle pu s'occuper aussi du congrés des gangsters qui s'est tenu sur la côte d'azur si ouvertement qu'un grand journal de la région pouvait en publier l'ordre du jour, et où ce « syndicat » établissait des tarifs de la traite des blanches et du trafic des stupéfiants.
Voilà les deux faces de la médaille de la sécurité publique.

MALTHUSIANISME

La France connait une grave crise viticole ! Trop de vin est produit chaque année ! Bravo ! voilà une bonne occasion pour M. Pinay de nous procurer une baisse à bon compte, telle qu'il les aime. Que non ! Une baisse entrainerait une chute des bénéfices des gros viticulteurs et un patron est sacré pour un autre patron. Alors, revenons aux bonnes vieilles méthodes de la IIIe République. On va arracher les pieds de vigne. Le gouvernement propose des mesures dans ce sens. M. Pinay a vraiment des méthodes nouvelles pour la baisse (de la production) et la hausse (des bénéfices patronaux).

PETAIN A DOUAUMONT

Juin, Maréchal de fraiche date, a proposé que Pétain soit enterré à Douaumont, au milieu de ses soldats. Ses soldats ! ceux qu'il a jeté dans le gigantesque massace pour la plus grande gloire du profit français et ceux aussi qu'il a fait fusiller « pour l'exemple » lors des mutineries de Juin 17. Au sujet desquels il déclarait « Une première impression de terreur était salutaire ».

SUS AUX ESPAGNOLS ROUGES

Le gouvernement français a renoué les relations diplomatiques avec le fasciste Franco. Les effets ne tardèrent pas a se faire sentir en premier lieu lors de l'affaire des anarchistes de Lyon et des antifascistes espagnols espagnols de Toulouse. Maintenant le gouvernement suspend pour 3 mois « RUTA » organe de la Fédération Ibérique des jeunesses libertaires. Comme on le voit, c'est une collaboration de plus en plus fructueuse qui s'instaure entre le vichyste Pinay et le fasciste Franco.

DISPERSION DU RASSEMBLEMENT

(Suite de la première page.)

Ceci ne veut pas dire que la menace de dictature diminue, bien au contraire. Ni que le rassemblement de fascistes dans le R.P.F. ne constitue pas un instrument que la bourgeoisie peut utiliser contre la classe ouvrière, la grève du 5 juin chez Renault a, au contraire, vue les commandos gaullistes se livrer à des agressions contre les délégués de la C.G.T.

Mais cela indique que la bourgeoisie espère que la division de la classe ouvrière peut lui permettre d'arriver à ses fins : la dictature policière et militaire, sans recourir à un de Gaulle trop encombrant.

C'est du front unique des travailleurs, du sommet à la base et de la base au sommet, c'est de leur lutte pour imposer un gouvernement de front unique des partis communiste et socialiste que dépend la possibilité de faire barrage à la dictature avec ou sans de Gaulle.

Lectures

Albert CAMUS
l'Ecrivain soumis

« L'HOMME REVOLTE », d'A. Camus est un best-seller. C'est un sort rare pour un essai philosophico-politique que d'aborder les cent mille exemplaires. Mais ce livre là, merite bien son succès. En effet, la petite bourgeoisie réactionnaire n'avait plus en France de théoricien adapté aux problèmes du jour. A. Camus s'est attelé courageusement à la tâche de lui fournir un système anticommuniste, provisoire à coup sûr, mais global ; une conception d'ensemble qui sanctifie la contre-révolution dans une métaphysique de la révolte pure. Avec un bel opportunisme d'instinct, Camus a, en même temps, jeté le pont idéologique qui peut permettre aux pseudo-révolutionnaires pressés de quitter le vaisseau prolétarien en péril, de passer en ferme terre bourgeoise.

C'est en vain que l'on chercherait une idée neuve dans « l'homme révolté ». Camus a emprunté son arsenal théorique aux philosophes post-hegeliens ainsi qu'aux mille reviseurs du marxisme qui depuis un siècle roulent ce rocher de sisyphe de la réfutation aussi quotidienne que définitive du socialisme scientifique. Camus a le mérite de faire de tout cela une nouvelle synthèse extrêmement littéraire. Pour ridiculiser son gros volume chapitre par chapitre, il faudrait une nouvelle « Sainte Famille » ou une nouvelle « Idéologie Allemande ». Mais Camus restant bien au-dessous du niveau de ses devanciers, Saint Max répond déjà en gros à Saint Albert.

Camus est de ces vrais philosophes auxquels la contradiction de la réalité est insupportable. Il s'est délibéremment placé dans l'absolu et quand il examine les problèmes de l'Histoire c'est pour y trouver bon gré, mal gré « **la suite logique les illustrations et les thèmes constants de la révolte métaphysique** » ; à savoir, de la révolte de l'esclave métaphysique contre le maître métaphysique, c'est-à-dire de l'homme éternel, du philosophe contre le tyran éternel : Dieu. Tout ceci n'a bien entendu rien à voir avec la lutte des prolétaires réels contre la bourgeoisie pas plus d'ailleurs qu'avec la lutte de quelque esclave réel que ce soit, à commencer par Spartacus, contre quelque tyrannie réelle que ce soit. Il s'agit d'une affaire de curé et de docteur en théologie. Elle ne nous intéresse que par ses conclusions dont le but est de fermer la route de la révolution aux intellectuels, voire aux ouvriers attirés par l'auréole « résistante » de l'auteur.

Au nom de sa métaphysique, Camus interdit sous peine de deshonneur, à la révolte de l'esprit de se changer en révolution de la vie. Il n'admet le meurtre politique qu'à peine de talion, ce qui lui permet d'honorer Charlotte Corday qui paie de sa vie de meutre du « tyran » Marat et de blamer la Convention qui tue l'innocent Louis XVI. Il n'admet la révolution que vaincue et c'est ainsi qu'il faut comprendre sa compassion pour l'Espagne enchainée. Surtout, que le peuple espagnol ne s'avise pas un jour de passer sur le corps des fascistes ! Camus lui enlèverait son cœur.

Camus s'est placé (en esprit) du côté des esclaves. Cela le dispense de dénoncer et de combattre dans son livre la sauvagerie impérialiste, qu'elle s'exerce en Corée, en Afrique du Nord ou ailleurs. On ne critique que ses amis ; on ne réprimande pas ses adversaires, on ne conseille pas ses ennemis, on les combat. Camus combat les tyrans en écrivant son livre pour sauver les esclaves du crime de révolution.

Le but ultime de l'ouvrage c'est de montrer que « l'esclavage soviétique » est le terme fatal de la lutte révolutionnaire. L'argumentation est celle de l'affichage de « Paix et Liberté ». Destinée aux intellectuels, elle est fondée en métaphysique et Hegel, via Marx s'y découvre responsable de Karaganda comme parallèlement Nietzsche est confirmé dans la responsabilité de Dachau (1).

Camus a remplacé l'histoire réelle par une histoire métaphysique. Dans l'empyrée, il a élevé le marxisme à la hauteur d'une religion et en a triomphé religieusement Mais le marxisme et le communisme métaphysiques n'ont rien de commun avec le marxisme et le communisme réels. La lutte du trostkysme, c'est-à-dire du marxisme révolutionnaire contre le stalinisme contre-révolutionnaire n'a pas sa place dans l'histoire absolue.

Le philosophe après avoir idéalement résolu ses contradictions idéales redescend sur terre et propose la solution transitoire d'une bonne démocratie bourgeoise assortie d'un syndicalisme mort depuis plusieurs décades.

Un apport positif subsiste : l'anticommunisme a trouvé en France une philosophie. Mabraux n'en a pas édifié une. Un pas de plus dans ses conclusions et Camus sera l'idéologue suffisant du néo-fascisme national.

Pierre GERAUME.

(1) Il assure ainsi la relève de Lukacs et du racisme antiboche du stalinisme. Camus écrit « [Liebknecht] et Rosa Luxembourg sont assassinés ; l'Allemagne va se ruer à la servitude... » Et Nietzsche une fois excommunié, Camus le pille honteusement.

LA VIE DU PARTI

Le 8e Congrès du P.C.I.

Le 8e Congrès du P.C.I. se tiendra à Paris les 13 et 14 juillet. Il aura à examiner la situation créée par un groupe scissionniste et ses rapports avec le secrétariat de la IVe Internationale.

Sur la base d'un rapport politique de Favre Bleibtreu, le Congrès examinera l'évolution de la lutte des classes en France et des perspectives des prochains mois, où le problème décisif est et restera le Front unique des partis ouvriers et la lutte pour le gouvernement ouvrier-paysan.

Un rapport du camarade Lambert, sur l'activité et les tâches du P.C.I., ouvrira la discussion sur le bilan du Parti depuis le VIIe Congrès et sur les problèmes d'organisation qui se posent à lui au lendemain du VIIIe Congrès.

Service d'Editions et de Librairie S. E. L.

POUR COMPRENDRE LA REVOLUTION CHINOISE

J. BELDEN :	
La Chine ébranle le Monde ..	690
MAO TSE TUNG :	
La Nouvelle Démocratie	300
La Stratégie de la Guerre Révolutionnaire en Chine	180

Lisez les œuvres de L. Trotsky :

Histoire de la Révolution russe	1.750 fr.
Ma Vie	200 fr.
Staline	750 fr.
Leçon d'Espagne	40 fr.
La Révolution trahie.	390 fr.

RELISEZ L'HISTOIRE DE LA COMMUNE

K. MARX :	
La Guerre civile en France....	48
LISSAGARAY :	
Histoire de la Commune de 1871	400
TALES (Préface de L. Trotsky) :	
La Commune de 1871	350
J. VALLES :	
L'Insurgé	225

Achetez vos livres au

S. E. L.

— Vous ne payez pas plus cher qu'ailleurs. Les livres vous sont expédiés franco au prix marqué sans majoration de frais de transport.

— Vous êtes livré dans la semaine et

VOUS AIDEZ « LA VERITE »

C.C.P. 603-201 S.P.E.L. Paris.

LA VIE DU JOURNAL

SOUSCRIPITION

K. (Alger) 2.000; R. P., 500 ; Tarascon, 300 cellule Brest, 670; Lemarquis, 500; Rigola, 200; liste D. Mazet, 600; Lorenzo, 100.

TOTAL	4.870
TOTAL SOUSCRIPTION	361.020

ABONNEMENTS

Mme Chereau, 400; Victor L. (Brest) 400; L. (Agde) 400; L. C. (Nantes) 500; J. C. (Perpignan) 400; R. B. (Gironde) 500; V. (Morez) 200; R. (Villeurbanne) 500; M. (Niort) 400.

TOTAL	3.700
TOTAL ABONNEMENTS	72.905
TOTAL CAMPAGNE	433.925

Attention

Comme chaque année

LA VERITE

suspend sa publication pendant les vacances

★

PROCHAIN NUMÉRO LE 18 SEPTEMBRE 1952

M. T. L. D.

Le M.T.L.D. participera à la manifestation du 14 juillet.

Le M.T.L.D. dont la position traditionnelle est de rechercher toutes les occasions pour affirmer sa solidarité avec le peuple de France et proclamer les aspirations des Algériens devant les démocrates français, a décidé de participer au défilé entre la place de la Bastille et celle de la Nation.

Le M.T.L.D. participera à cette manifestation avec ses mots d'ordre propres et en toute indépendance. Il appelle les Tunisiens, Marocains et Algériens de la région parisienne à se rassembler le 14 juillet et à manifester: *pour le respect des libertés démocratiques, pour la libération de tous les détenus politiques et pour la libération de Messali Hadj.*

Le M.T.L.D entend participer à la célébration du 14 juillet, journée historique qui vit le peuple de France vaincre la tyrannie, dans l'ordre et la légalité républicaine. Il lance un appel à tous les démocrates pour faire respecter la liberté de manifestation le 14 juillet pour tous les participants et empêcher toutes les mesures policières racistes qui constitueraient une grave atteinte aux libertés constitutionnelles françaises.

(Communiqué.)

EN VENTE A LA S.P.E.L.

46, rue de l'Arbre-Sec - Tél. : CEN. 68-96

Jacques DANOS - Marcel GIBELIN

JUIN 36

550 francs

Communiqué

Congrès National du M.R.J.

Le vendredi 12 juillet s'ouvrira le Deuxième Congrès du Mouvement Révolutionnaire de la Jeunesse. Cette organisation de jeunes est une jeune organisation. Fondée avec un noyau de militants provenant de la Jeunesse Communiste Internationaliste et des ex-Jeunesses Socialistes, elle tint son Premier Congrès à Pâques 1950. Présente depuis lors dans toutes les luttes de la Jeunesse travailleuse, elle y renforça son influence et ses rangs. Dans son Deuxième Congrès, le M.R.J. compte maintenant se donner un programme concret de lutte contre les préparatifs de guerre, ouvrant aux jeunes la voie de l'action révolutionnaire.

La jeune génération qui vient aujourd'hui à la vie militante ne peut ignorer les leçons de l'histoire. Pour compléter par un travail d'éducation les efforts de propagande et de recrutement réalisés dans l'année, les militants du M.R.J. se retrouveront du 10 au 18 août dans le centre de la France pour leur « Camp Rouge », qui consacrera ses travaux à un Bilan de la lutte de classes en France 1944-1952.

(Pour tous renseignements, s'adresser au journal « Jeune Révolution », 2, passage de Dantzig, Paris-15e.)

UN ANNIVERSAIRE, UN[E] ... JUIN ...

Un livre qui vient à son heure

« Tout est possible maintenant, à toute vitesse; nous sommes à une heure qui ne repassera sans doute pas de sitôt au cadran de l'histoire ». Cete phrase de M. PIVERT dans « le Populaire » du 27 mai 1935 traduit simplement la certitude de plus en plus forte au fil des jours, qui s'impose aux millions de travailleurs qui participent au grandiose mouvement de mai-juin 1936. Tout était possible ! Il fallait saisir le moment !

Mais le moment n'a pas été saisi... C'est tout le drame de 36 qui pour la première fois est retracé par Jacques Danos et Marcel Gibelin (1). Drame pathétique qui retentit encore directement au cœur de tous les militants et dont les leçons prennent une valeur actuelle qu'il n'est pas possible de refuser. C'est un des mérites de ce livre de poser, sans fausse analogie comme sans dogmatisme mais par la seule vertu d'un récit étayé sur de nombreux faits et d'une analyse précise et fine, les problèmes les plus brûlants pour le mouvement ouvrier actuel.

Du 12 février 1934, jour de la riposte ouvrière unie à la démonstration fasciste, jusqu'aux élections législatives, la classe ouvrière, grâce au front unique de ses organisations sent sa confiance renaître, sa force grandir. Dès la fin mai, déferle, spontané et irrésistible, le vaste mouvement de grève avec occupation. Un mouvement puissant, calme, sûr de soi, avec cette joie de vivre qui sourd de partout et qui exprime la prise de confiance illimitée d'une classe opprimés, dans la certitude de sa proche émancipation. Cette confiance entraîne aux côtés des travailleurs en lutte, les petits bourgeois, les prolétaires en faux-cols des grands magasins et des assurances, la majorité des cadres et des techniciens dans les usines apportant réconfort et amitié aux ouvriers qui ont repris leur bien. « La Révolution française a commencé » écrit L. Trotsky.

Mais ce développement qu'ils n'avaient pas prévu — ou pas voulu prévoir — n'arrange pas les affaires des stratèges politiques des grands partis ouvriers. Dirigeants du Parti Socialiste et du Parti Communiste ne demandaient aux travailleurs que leurs bulletins de vote ; quant à l'alliance avec la petite bourgeoisie, ils l'avaient conçue à leur manière par l'alliance électorale avec les politiciens radicaux, lien ombilical destiné à garantir la sauvegarde du régime bourgeoise.

Il leur faut donc manœuvrer entre les masses en mouvement et la bourgeoisie apeurée pour retrouver la confiance de celle-ci sans perdre la confiance de ceux-là. Car les masses ouvrières, bien qu'en majeure partie non organisées — ni dans les partis ouvriers, ni dans les syndicats — ont et conservent une confiance totale dans les dirigeants Blum et Thorez, Jouhaux et Frachon. Elles ont occupé les usines non pour les gêner mais pour accomplir avec eux leur programme d'émancipation.

Les marges de manœuvre des deux grands partis ouvriers sont d'ailleurs très différentes. 36 est en apparence l'apogée de la social-démocratie française — en réalité le début de sa ruine. Blum au pouvoir a permis à Thorez de capitaliser aussi bien les succès que les échecs du Front populaire. Les nouveaux cadres formés dans les combats de 36 se sont intégrés dans le parti communiste français et ont commencé à donner à celui-ci un poids décisif dans la classe, malgré les responsabilités partagées dans le reflux et l'échec final.

On peut se demander comment il se fait que la « pause » n'ait pas provoqué plus de remous, plus de déception, qu'au moins une fraction im-

portante ...
été éclair...
de leurs ...
notent à p...
— quasim...
pôle de re...
capable d...
orientatio...
à leur lut...

A maint...
en lutte s...
dehors de ...
ou de leur...
fusant de ...
d'évacuer ...
que circon...
modifier le...

C'était p...
les actes ...
coordonnés...
médiateme...
même de l...
de classe ...
geant pas ...
rieur socia...
maintien ...
centrées à ...
giques.

Tout au...
demain. Ca...
lecture du...
manquer ...
proche av...

Numérisation CERMTRI

LA COREE REVELE les moyens et les buts de guerre des brigands impérialistes

POUR empêcher la conclusion d'un armistice qui démobiliserait les esprits, l'Etat-Major américain en Corée a organisé une nouvelle provocation : les bombardements répétés des barrages du Yalu qui fournissent l'énergie électrique à la Mandchourie, première région industrielle de la Chine. Des chefs militaires américains ont avoué que leur but était la reprise des hostilités et même leur extension à la Mandchourie et à la Chine, montrant ainsi que la ligne de Mac Arthur n'a pas disparu d'Extrême-Orient avec le limogeage du général.

Les dirigeants de la Chine populaire n'ont pas réagi à cette nouvelle provocation. La Chine populaire saignée dans cette guerre qui lui a été imposée, veut profondément l'arrêt de la guerre. Un correspondant de l'« Observer » n'a-t-il pas du écrire « *Il existe une évidence écrasante que les communistes chinois veulent une trêve... Bien qu'ils disposent de forces pour passer à l'offensive, la substance des rapports de renseignements est qu'ils sont entièrement préoccupés par les questions de défense.* »

Le mauvais coup des impérialistes a eu ce contre coup, de provoquer de vigoureuses protestations travaillistes qui ont mis Churchill dans une position peu confortable.

LE RAPATRIEMENT DES PRISONNIERS

D'après les sources d'information américaines, 100.000 sur 170.000 prisonniers de guerre auraient opté pour la Corée du Sud. Mais le grand hebdomadaire réactionnaire « Time » écrit « *les observateurs ont réalisé que le vote des prisonniers sur leur rapatriement qui de prime abord avait semblé le seul aspect politiquement valable de l'affaire.. n'était souvent qu'une supposition hâtive et brutale* ». On ne peut mieux avouer les méthodes de pressions utilisées pour obtenir le *vote*. Tout ceci n'a bel et bien été qu'une monstrueuse machination destinée comme nous l'avons écrit à empêcher la conclusion d'un armistice à Pan-Mun-Jon.

La presse américaine donne bien d'autres précisions sur la terreur exercée contre les prisonniers coréens et la juxtaposition de quelques dépêches d'agence et de quelques articles permettent d'éclairer le véritable caractère de la mission menée en Corée sous le drapeau de l'O.N.U.

Le « New-York Herald Tribune », du 9 mai, nous informe que 200 prisonniers ont été victimes de la répression « *d'un soulèvement et d'une attaque contre* 750 *gardes américains armés* » (!). La Gestapo faisait grand usage de la formule « *mort au cours d'un soulèvement* » ou « *d'une fuite* ».

A Pusan, dans le sud de la Corée, les prisonniers classés anticommunistes, en traitement dans un hôpital se soulevèrent. Une dépêche du 20 mai, de l'*International New Service* nous apprend qu'ils refusaient de se soumettre au « traitement médical » des débonnaires autorités américaines. Six cents mutilés « armés » de cannes et de béquilles se mutinèrent. L'ordre fut rétabli par les vaillantes troupes américaines « *soutenues par des chars* ». Bilan : une mort, des dizaines de blessés.

C'est par dizaines que l'on peut citer des exemples de ce genre.

SYNGMAN RHEE CONSOLIDE SON POUVOIR

Pendant que les troupes « démocratiques » massacrent prisonniers et blessés, Syngman Rhee « démocratise » son pouvoir à sa façon avec la neutralité bienveillante des occidentaux. Son Assemblée réactionnaire refusant malgré tout de le nommer président à vie, il pourchasse les députés en fuite, les emprisonne dans le Parlement jusqu'à ce qu'il ait réuni, sous la menace des bandes fascistes qui cernent le bâtiment et que la presse bourgeoise feint de prendre pour les participants enthousiastes de manifestations de masses, unne « majorité » pour voter les lois qui lui permettront de se faire plébisciter.

Rien n'éclaire mieux que la Corée, le sens de la guerre que prépare les impérialismes et les régimes politiques qu'ils imposeraient s'ils étaient victorieux.

C. CARTIER.

TRUQUAGE ÉLECTORAL A CEYLAN

LES élections de Ceylan ont donné les résultats suivants : Parti gouvernemental pro-impérialiste (U.N.P.) 54 sièges; Parti petit-bourgeois, Sri Lanka Freedom Party, 9 sèges; Parti communiste et apparentés, 4 sièges, Lan-Samasamaja Party (section cingnalaise de la IVe Internationale), 9 sièges.

Pour garder sa majorité et se maintenir au pouvoir à Ceylan, base stratégique essentielle des impérialistes dans l'Océan Indien, en face de l'Inde et sur la route de Singapour, le parti gouvernemental U.N.P. a utilisé tous les moyens classiques de la bourgeoisie qui, cela est prouvé ici une fois de plus, ne peut être renversée parlementairement. Le Système parlementaire est un instrument de la bourgeoisie. La bourgeoisie cinghalaise a préparé les élections en instituant e truquage électoral. Des circonscriptions ont été réduites par la suppression du droit de vote aux indiens qui forment une grande partie des travailleurs des plantations (environ 250.000). La Lanka Samasamaja Party a perdu là plusieurs sièges. Les impérialistes ont donné tout leur appui à l'U.N.P. : Churchill est intervenu personnellement dans ces élections en faveur du parti gouvernemental. L'ambassade américaine a inondé le pays de tracts et de brochures.

Enfin la formation après scission de l'U.N.P. du Sri Lanka Freedom Party, a drainé vers cette organisation nombre de voix de la petite bourgeoisie jadis tournée vers l'organisation ouvrière révolutionnaire.

Le Parti communiste stalinien et ses apparentés se sont refusés au front unique avec le Lanka Samasamaja Party en dépit de leurs propres intérêts et de ceux des masses travailleuses et n'ont pas augmenté leur représentation parlementaire.

Toutefois le Lanka Samasamaja party, reste le principal parti d'opposition ouvrière et enregistre même une légère augmentation du nombre de ses voix dans les 27 circonscriptions où il s'était déjà présenté en 1947 (261.718 contre 261.000). Après les élections, à l'appel de tous les partis d'opposition se sont déroulé de grandioses manifestations populaires dans tout le pays exigeant une enquête sur les truquages électoraux.

Les élections cinghalaises ne sont donc qu'une étape dans l'évolution révolutionnaire que suivent les travailleurs de la grande île. Elle a permis aux trotskistes de Ceylan de porter le programme de la révolution socialiste et la revendication du gouvernement ouvrier et paysan jusqu'aux coins les plus reculés du pays. La réalisation de ce programme, c'est par par la mobilisation révolutionnaire des grandes masses qu'il sera obtenu à la prochaine étape.

Le brandon égyptien

LE « rapport Fechteler » avait repris la thèse romaine de la « mare nostrum » en l'américanisant. L'activité des diplomates américains dans ce secteur ne se ralentit pas — son importance stratégique n'ayant pas attendu le boom journalistique du « Monde » pour se manifester ! Non seulement d'ailleurs en tant que front éventuel américano-russe ,mais immédiatement, en tant que terre d'élection des conflits inter-impérialistes, qui, pour être mineurs par rapport à la guerre que prépare l'impérialisme mondial pour conquérir les marchés qui lui sont fermés et contre les masses en effervescence révolutionnaire, n'en ont pas moins aujourd'hui une grande importance.

En Afrique du Nord comme en Egypte, le Département d'Etat joue un jeu extrêmement serré avec les impérialismes français et anglais sur le fond couleur de sang de la lutte émancipatrice des masses arabes. Dernier épisode égyptien, la chute brutale du gouvernement de Hilaly Pacha, réveille un secteur devenu apparemment calme du monde méditerranéen.

Hilaly Pacha qui avait formé avec l'appui de Farouk (et des Américains) un gouvernement fort contre les masses et leur représentation bourgeoise déformée du Wafd avait l'ambition de trouver un compromis avec les Anglais, propre à ramener le calme dans le pays et à permettre l'intégration de l'Egypte dans le système occidental de défense du Proche-Orient.

La nomination du commandant naval en Méditerranée avait déjà quelque peu soufflé sur les braises de la rivalité anglo-américaine. Le bombardement du Yalu a obligé le gouvernement de Sa Majesté à faire des remontrances polies et courtoises à son grand allié.

Celui-ci vient de répondre : Hilaly devra céder la place à Sirry Pacha — dont la spécialité est de faire l'intérim avant le retour du Wafd au pouvoir. La manœuvre est donc claire pour les Anglais : ou bien un peu d'huile dans les rouages de la soumission aux ordres du Département d'Etat, ou bien une reprise de l'agitation nationaliste égyptienne. La partie n'est pas jouée. On en reste à la menace.

Mais derrière ces subtiles « combinaziones » diplomatiques se profile à nouveau, crûment, la réalité égyptienne. La baisse mondiale du prix du coton a porté à son comble l'effroyable misère du fellah. Elle touche la bourgeoisie indigène qui a oublié sa peur du lendemain des émeutes du Caire ,pour retrouver sa hargne contre la bourgeoisie manchestérienne qui la condamne à la portion congrue. Prête à nouveau à agiter le brandon dangereux de l'agitation nationale, ira-t-elle au delà de la seule menace ? Des élections « non truquées » ramèneront-elles un Parlement wafdiste en qui les masses verraient le parlement de leur libération ? Hilaly s'était fait fort de faire disparaître — au moins d'affaiblir notablement — l'influence wafdiste. Apparemment, les maîtres américains sont maintenant convaincus de l'inanité de ces forfanteries. Mais quelle autre solution?

Image d'un monde qui s'éveille au milieu des contradictions d'un ancien monde qui cherche désespérement à se perpétuer, l'Egypte revient à l'ordre du jour. Décidemment ce n'est pas seulement la vieille Europe « pourrie » qui provoquera des insomnies aux stratèges du Pentagone !

P. LEROI.

La "chasse aux sorcières" REDOUBLE AUX ETATS-UNIS

par **Charles HANLEY**

New York, juin 1952.

Tous ceux qui aimeraient être élus Président des Etats-Unis en novembre 1952 — Eisenhower, Taft, Kefauver, Harriman, et d'autres — parlent volontiers de la Liberté qu'ils se proposent de défendre. Mais hélas, cette Liberté (avec un L majuscule) n'est pas celle que la Constitution garantit à chaque citoyen — la liberté de dire, de penser ce qu'il considère être juste; la protection contre l'arbitraire, contre la persécution pour cause d'idées non-conformistes. Leur Liberté à eux c'est — Eisenhower l'a exprimé clairement dans son discours à Abilene (Kansas) — la « libre entreprise » capitaliste, c'est-à-dire la liberté des trusts et la liberté des gouvernements des Etats (du Sud notamment) de se soustraire à un contrôle fédéral trop sévère (surtout en matière de droits civiques des noirs). Pas un mot cependant contre l'effrayante « chasse aux sorcières » qui veut détruire l'héritage de la Révolution amércaine de 1776, les principes de liberté dont ces politiciens démagogiques de la bourgeoisie se réclament à tort.

LA LOI TRUCKS ET LA LOI 1030

La loi antimarxiste Smith *et la loi « anti-subversive »* McCarran *constituent déjà de très graves atteintes à la liberté du citoyen américain. Elles ne suffisent pas encore aux réactionnaires : ceux-ci y ajoutent d'autres lois encore plus infâmes.*

Ainsi, dans l'Etat de Michigan *(où se trouve le centre industriel de Detroit) les représentants de la bourgeoisie ont voté la sinistre loi Trucks. (Il est significatif que les députés en question ne représentent que* 35 % *de la population de l'Etat, par suite d'un système électoral suranné.) Cette loi interdit aux organisations de gauche la participation aux élections. M. Frey, un haut-fonctionnaire de l'Etat, a insisté sur le fait que la loi « anticommuniste » Trucks est dirigée contre toutes les organisations à tendances socialistes.*

La loi Trucks ordonne, en outre, l'inscription de tous les « rouges » à la police et leur impose également l'obligation d'y dénoncer tous leurs camarades. C'est l'Etat qui décidera si une personne est « communiste » ou non. Celui qui est considéré comme communiste ou socialiste par la police peut être puni d'une amende de 10.000 dollars et d'une peine de prison allant jusqu'à 10 ans, s'il ne s'inscrit pas comme communiste ou s'il refuse de dénoncer d'autres « communistes » lors de son inscription... (Personne ne s'est inscrit jusqu'à présent).

La loi Trucks rend également punissable l'intention de sabotage industriel contre des établissements travaillant pour la défense nationale. C'est là un paragraphe qui peut servir à emprisonner des grévistes. Il y a bien des actes que l'on peut appeler « sabotage »... ou « intention de sabotage ».

Dans l'Etat d'Illinois la Loi 1030 *rend pratiquement impossible la participation des partis minoritaires et des candidats indépendants aux élections législatives et gouvernementales de cet Etat (dont Chicago est la ville la plus importante). La loi fut signée par le gouverneur « libéral-démocrate » Stevenson, grand ami de Truman...*

Au Parlement fédéral (« Congrès »), un groupe de politiciens anti-ouvriers a introduit un projet de loi élaboré par Howart Smith, (un « démocrate » sudiste qui s'est déjà « distingué » par ses actions anti-ouvrières à plusieurs reprises) abolissant la liberté syndicale et le droit de grève — s'il est adopté par le Congrès. Le projet de loi Smith, continuant dans la voie tracée par la « loi Smith » du même député, démontre très nettement que la « chasse aux sorcières » est dirigée, en fin de compte, contre le prolétariat tout entier : avant l'éclatement d'une troisième guerre mondiale, le capitalisme américain veut d'abord désarmer la classe ouvrière.

CONTRE L'ETAT POLICIER

Naturellement, les syndicats se défendent contre des projets pareils. Ils protestent énergiquement contre le projet de loi Smith. Dans l'Etat de Michigan, la C.I.O. soutient le droit constitutionnel des trotskystes contre la loi Trucks. De même, plusieurs syndicats soutiennent la cause légale des trotskystes contre la loi 1030 dans l'Etat d'Illinois. Le Socialist Workers Party (trotskystes) a intenté des poursuites judicaires aux gouvernements des deux Etats. Il est résolu à aller jusqu'à la Cour Suprême des U.S.A. Les trotskystes mènent depuis des années une vaste campagne de propagande contre la « chasse aux sorcières » et toutes les lois antidémocratiques.

L'atmosphère de persécution devient tellement étouffante que dans l'Etat de Michigan presque tous les quarante-quatre avocats auxquels nos camarades s'adressèrent pour la défense de leurs droits avaient peur de se compromettre en acceptant un cas de ce genre, tout en admettant que la plainte des trotskystes était justifiée. Finalement, deux juristes risquèrent tout de même de s'en occuper, mettant leur idéal de justice au-dessus des craintes concernant la perte éventuelle de clients riches.

Le Dr Henry Hitt Crane, un pasteur méthodiste de Detroit, a déclaré dans un sermon qu'il est incroyable qu'il faille chercher pendant dix jours un avocat prêt à défendre le S.W.P. et que « l'inactivité subversive » à l'égard de cette « chasse aux sorcières » qui ressemble tellement aux méthodes hitlériennes va détruire complètement la démocratie si l'on ne la remplace pas par l'action pour la défense des principes démocratiques.

Woodruff Randolph, président du Syndicat des Typographes (A.F.L.) et jouissant depuis longtemps d'un grand prestige, a mis les ouvriers en garde contre le danger de tendances pro-fascistes du gouvernement et contre la bureaucratisation des grands syndicats.

Et lors de son congrès, à Atlantic City, le puissant Syndicat des Travailleurs de l'acier (U.S.W.-C.I.O.) vota récemment une résolution condamnant sans équivoque la « chasse aux sorcières ». D'ailleurs, ces 600.000 travailleurs des aciéries prouvent par leur combativité qu'ils ne sont pas encore battus.

L'action des organisations de gauche et des syndicats (qui les ont soutenu dans cette lutte) contre les lois anticonstitutionnelles Trucks (dans l'Etat de Michigan) et 1.030 (dans l'Etat d'Illinois) n'a pas été vaine : Grâce à l'attitude impressionnante du mouvement syndical, les Cours Suprêmes des deux Etats ont ordonné à l'administration de ceux-ci de ne pas appliquer les lois en question jusqu'à nouvel ordre. Avant qu'une décision n'intervienne, le S.W.P. (Trotskystes) est donc autorisé à participer aux élections dans les Etats de Michigan (Detroit) et d'Illinois (Chicago). Ch. H.

de tous les pays

◆ AFRIQUE DU SUD

Contre le racisme

Contre les monstrueuses lois de discrimation raciale, récemment aggravées et qui classent l'Union Sud Africaine parmi les Etats les plus barbares de notre temps, les dirigeants indiens et africains ont engagé une campagne nationale de désobéissance civile. Cette campagne limitée et absolument pacifique se solde déjà par des centaines d'arrestations. Le mouvement se poursuit. L'exemple de la révolution asiatique amènera-t-il les masses de couleur sud-africaine à la lutte décisive qui, en passant sur le corps du régime de racisme exaspéré du Dr Malan, abordera le règlement de tous les problèmes sociaux du pays ?

◆ IRAN

L'affaire du Rose-Marie

La saisie de la cargaison du pétrolier italien « Rose-Marie » par la marine de guerre britannique agissant au service de l'Anglo-Iranian Oil, illustre une fois de plus ce que vaut la reconnaissance par les impérialistes du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et leur resspect de la souveraineté nationale des petites nations. Pour étouffer le petit peuple iranien qui s'est courageusement délivré de l'exploitation impérialiste l'an dernier, l'Angleterre n'hésite pas à utiliser sa domination de la Méditerranée pour pratiquer la piraterie au compte des magnats du pétrole.

◆ ROUMANIE

Epuration

A son tour le parti communiste roumain a été l'objet d'une nouvelle épuration. C'est la seconde depuis la fin de la guerre. La première avait abattu en 1947, Patrascanu, adversaire de la politique stalinienne de pillage du pays. La présente purge frappe de purs bureaucrates staliniens: Vasile Luca, Theohari Gheorgesco et Anna Pauker, ainsi que les leaders socialistes qui réalisèrent l'unification du parti socialiste et du parti communiste. Les accusations semblent démontrer que les difficultés intérieures du pays sont la cause profonde de l'épuration. L'importance propre de la lutte de clique étant réservée, le choix des victimes de l'épuration parait commandée par la nécessité constante qu'a le stalinisme de détruire périodiquement les leaders connus, éventuellement capables d'édifier un pouvoir autonome, et par le besoin de liquider les rivalités internes à l'appareil d'Etat dans une période difficile. Subsidiairement le nationalisme le plus grossier est utilisé contre Luca qui est hongrois et Anna Pauker qui est juive. Mais le but n'en reste pas moins la russification du pays.

◆ VIET-NAM

Défaites françaises

Le « nettoyage » du Delta tonkinois se poursuit en principe depuis plusieurs mois, mais cela n'empêche pas les troupes de la République populaire du Viet-Nam de remporter des succès jusqu'à 60 km. de Hanoï, où ils ont enlevé Daï Dien ces jours derniers à 10 km. de la route Hanoï-Haïphong.

D'autre part la Cochinchine devient maintenant le théâtre de combats importants et qui se déroulent souvent fort près de Saïgon.

UNE GRANDE LEÇON : [JUI]N 1936 de Jacques DANOS et Marcel GIBELIN

entre
bour-
la con-
a con-
es ou-
ie non
is ou-
— ont
totale
'horez,
nt oc-
géner
c leur
deux
illeurs
arence
fran-
de sa
mis à
en les
popu-
ormés
intè-
fran-
à ce-
classe,
tagées
t il se
s pro-
décep-
n im-

portante des ouvriers de 36 n'ait pas été éclairée sur la véritable politique de leurs directions Danos et Gibelin notent à plusieurs reprises la faiblesse — quasiment l'absence — d'un autre pôle de regroupement révolutionnaire capable de fournir aux ouvriers une orientation et une direction adéquates à leur lutte.

A maintes reprises les travailleurs en lutte se plaçaient délibérément en dehors de la discipline de leur parti ou de leur organisation syndicale, refusant de cesser le combat, refusant d'évacuer l'usine, et obligeant en chaque circonstance les organisations à modifier leur position.

C'était possible dans la mesure où les actes d'indiscipline restaient incoordonnés, et ne mettaient pas immédiatement en cause le fondement même de la politique de collaboration de classe du Front Populaire; n'obligeant pas ainsi le Ministre de l'Intérieur socialiste à utiliser les forces du maintien de l'ordre qu'il avait concentrées à proximité des points névralgiques.

Tout autre peut-être la situation demain. Car invinciblement durant la lecture du « juin 36 » on ne peut manquer d'évoquer le présent et le proche avenir. Aujourd'hui la classe ouvrière divisée est sur la défensive. Mais demain, au travers de la préparation de la guerre impérialiste, de l'offensive du fascisme renaissant, elle devra combattre — et pour cela, sous l'emprise de la nécessité, ressouder le front de classe. Comme en 34-36, le front unique des organisations ouvrières redonnera confiance à tous ceux qui ont abandonné le combat, déçus écœurés, désorientés. Et comme en 36 c'est au départ sous la direction des grands partis, singulièrement du P.C.F., que la lutte s'engagera.

Mais comme en 36 les directions de ces partis font passer avant tout et voudront faire passer avant tout leurs préoccupation politiques et stratégiques étrangères, sinon antagonistes, aux besoins d'émancipation des travailleurs.

Là s'arrête l'analogie. Aujourd'hui les actes d'indiscipline atteindront une ampleur et une acuité qui feront tomber les masques. Nous ne sommes plus en 36 ; nous ne sommes pas en Chine. Nous vivons dans un vieux pays industriel, avec un prolétariat riche d'une longue et souvent cruelle expérience d'une bourgeoisie arrivée au bout de son rouleau, incapable de concessions même formelles et de duperies racial-socialistes (le parti radical est définitivement passé à l'extrême droite). L'écho que peut, dans ces circonstances, rencontrer une voix révolutionnaire authentique retentira au plus profond des masse en mouvement pour leur émancipation, pour le gouvernement des travailleurs, pour le renversement de la société pourrie.

C'est finalement le dernier apport — dans le sens du plus important — du livre de Danos et Gibelin à la réflexion des militants révolutionnaires, et la raison pour laquelle ces derniers doivent le lire avec attention : ils y trouveront, en sachant replacer 36 et notre époque dans leur cadre historique ,des raisons d'espoir malgré tout ce qu'un monde qui s'écroule prépare d'horreurs sans nom, offre de contradictions désespérantes à l'esprit superficiel .Ils y trouveront la justification de leur lutte indépendante, parfois isolée ,souvent apparemment stérile, mais qui rejoint et rejoindra la nécessité de la lutte des classes pour participer efficacement à sa solution.

J. GAILLARD.

(1) J. Danos et M. Gibelin, juin 1936, aux Editions ouvrières, avenue Jean-Rosahi.

Numérisation CERMTRI

SUR LE FRONT OUVRIER

Gagner la bataille de l'unité d'action !

En même temps qu'il attaque les libertés conquises par les travailleurs, Pinay bloque les salaires. Comment considérer autrement cette loi dite d'échelle mobile qui entérine la hausse de 15 % du coût de la vie intervenue depuis septembre, sans accorder aucune augmentation de salaire. Ce n'est pas la seule canaillerie de cette pseudo-échelle mobile mais c'est la plus voyante, celle qui indigne le plus l'ensemble des travailleurs.

Pourtant pas plus que contre l'atteinte aux droits conquis par les travailleurs aucun grand mouvement n'a eu lieu contre cette nouvelle compression du niveau de vie des salariés.

Les raisons dans les deux cas sont les mêmes. La classe ouvrière ressent profondément toute l'impuissance de la division, elle sait après les combats de ces dernières annnées que face aux forces unies de la bourgeoisie il faut être prêt à engager le combat jusqu'à ses conséquences les plus ultimes.

⁂

Or ni les dirigeants de F.O. et de la S.F.I.O., ni ceux de la C.G.T. et du P.C.F. n'ont une politique qui permet de s'unir et de vaincre la bourgeoisie et son gouvernement.

L'attitude des dirigeants de F.O. et de la S.F.I.O. laissant le gouvernement Pinay prendre des mesures de répression contre les militants du P.C.F. et de la C.G.T. sans réagir est ni plus ni moins que criminelle. Elle permet à la bourgeoisie de frapper et paralyse toute riposte efficace des travailleurs. L'appel des dirigeants F.O. ainsi que ceux de la C.F.T.C. pour faire du 28 mai une journée de lutte revendicative en excluant toute action unie avec la C.G.T. n'apparaît que comme pure démagogie destinée à masquer aux yeux de leurs syndiqués leur volonté de ne pas engager le combat d'une manière effective.

Mais les dirigeants de la C.G.T. et du P.C.F. n'ont pas une orientation qui puisse obliger ceux de F.O. et de la S.F.I.O. à réaliser l'UNITE D'ACTION. Le bureau confédéral de la C.G.T. vient de renouveler aux autres centrales les propositions d'UNITE d'action de septembre 1951 et de cette année. C'est là une initiative excellente. Elle le serait beaucoup plus si elle était l'expression d'une politique authentiquement unitaire sans aucune éclipse.

Malheureusement, au cours de ces dernières semaines, la politique des dirigeants de la C.G.T. allait à l'encontre d'une orientation unitaire. En appelant les militants de la C.G.T. et les travailleurs à ne pas répondre au mot d'ordre lancé par les dirigeants de F.O. et de la C.F.T.C. pour le 28 mai, si ceux-ci ne s'engageaient pas à s'unir à l'avenir avec la C.G.T. ils ont contribué à creuser les oppositions qui divisent les travailleurs. Tandis que s'ils avaient engagé les travailleurs à participer au mouvement, malgré les positions prises par les dirigeants F.O et C.F.T.C., les propositions qu'ils auraient pu faire par la suite auraient eu infiniment plus de poids auprès des ouvriers influencés ou appartenant à F.O. ou à la C.F.T.C.

⁂

Les manifestations de la volonté unitaire des travailleurs de toutes appartenances syndicales et politiques ne manquent cependant pas. La Fédération Nationale de l'enseignement qui a su conserver son unité dans l'autonomie, a organisé le 4 juin une journée de lutte des fonctionnaires de toutes appartenances syndicales. Elle participe à la lutte pour la défense des libertés démocratiques, presque tous les jours un syndicat d'enseignants appelle à l'union pour la défense des libertés.

Au sein de F.O. un militant comme Hébert, secrétaire de l'Union Départementale de Loinre-Inférieure, prend ouvertement position pour la défense en commun avec la C.G.T. des droits conquis par les travailleurs.

⁂

Dans l'unité les travailleurs pourraient porter des coups décisifs à la bourgeoisie. Les dirigeants réformistes et staliniens ne semblent pas empressés à favoriser l'unité d'action.

Si la F.E.N. a pu maintenir son UNITE et jouer le rôle quelle joue actuellement c'est qu'il y existe un fort courant révolutionnaire, regroupé autour de L'ECOLE EMANCIPEE. Les raisons qui empêchent que ne se réalise l'UNITE d'action de la classe ouvrière même sur un programme limité de revendications et de défense des droits acquis résident dans la faiblesse des forces révolutionnaires organisées.

Néanmoins, si les militants ouvriers révolutionnaires savent s'appuyer sur la volonté unitaire des travailleurs soutenir toutes propositions allant dans ce sens — les dernières propositions de la C.G.T. sont de celles-là — combattre toutes les manœuvres anti-unitaires, ils accroîtront leur influence et parviendront à imposer l'UNITE D'ACTION pour la défense des revendications et des droits acquis par les travailleurs.

Stéphane JUST.

APRES LES LICENCIEMENTS A LA S.I.O.P.

Après les licenciements massifs opérés par la direction, la lutte est longue à reprendre dans l'usine. Les ouvriers sont désorientés, mais ils ne sont pas battus, en voici deux exemples.

La direction avait convoqué une Assemblée générale au cours de laquelle elle expliqua la nécessité pour les ouvriers de travailler pour rattrapper « les pertes subies par la maison du fait de la grève ». Si les ouvriers n'acceptaient pas de venir tous travailler le samedi, les vacances ne pourraient pas être payées. Et le représentant du syndicat « indépendant » intervint aussitôt après le patron, appuyant hautement toutes ces propositions. Il montrait ainsi le véritable sens de l'intervention de la direction, sa liaison intime avec le syndicat « indépendant ». La direction affirmait son appui au syndicat « indépendant », le présentait comme celui avec lequel elle discuterait, celui auquel elle accorderait des « satisfactions » qu'elle refuse aux « agitateurs » de la C.G.T.

Mais celui qu'on attendait pas était là, un délégué que la direction n'avait pu licencier parce qu'il était malade au moment de la grève. Il remit les choses parfaitement au point et les ouvriers montrèrent qu'ils avaient conscience du sens de l'opération de la direction en l'applaudissant encore plus qu'ils n'avaient sifflé l'« indépendant », ce qui n'est pas peu dire.

Quelques jours après, à la carosserie, un ouvrier était pris par la maîtrise, en train de ramasser et de lire un tract de la C.G.T. Aussitôt, il était licencié. Mais tous les ouvriers de la carosserie, indignés discutaient de ce fait, parlaient de débrayage si la direction ne revenait pas sur sa décision. Le lendemain matin, il était repris par la direction, très surprise de cette vigoureuse réaction.

Maintenant vont avoir lieu les élections de délégués avec ce syndicat jaune qui ne s'est formé que pour briser la grève. Même s'ils ne sont pas d'accord avec la C.G.T. les travailleurs exprimeront en votant pour elle leur volonté de lutte et d'échec aux agents du patron.

Correspondant.

SOLIDARITÉ avec les licenciés

Dure période pour les licenciés, que celle des vacances. D'autres retremperont leurs forces pour le combat du retour. Eux, ne trouveront que difficilement du travail et devront tenir dans des conditions difficiles. Personne ne doit oublier les vaillants militants d'avent-garde qui ont payé pour tous, le mois dernier.

« La Vérité » ne paraîtra pas pendant près de deux mois. Pensez à nos camarades licenciés et adressez-nous sans négligence votre contribution à notre fonds de solidarité.

C.C.P. 603.201, Société de Presse, d'Edition et de Librairie, 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris-1er. Avec mention : solidarité contre la répression patronale et gouvernementale.

RENAULT Juillet 1952

APRES les batailles récentes c'est le calme plat. Il y a un net relachement des activités syndicales et politiques. l'Usine attend les vacances.

Pourtant la grève du 4 juin s'est soldée par 164 licenciements. Cette fois, Lefaucheux a frappé les délégués — les deux tiers d'entre eux sont licenciés. Mais précisément c'est de cette « épuration » que les ateliers se ressentent. A l'A.O.C., par exemple, il reste un délégué sur cinq au département 72, les quatre autres sont licenciés dont un en prison. Dans ce même département, Fréchart, ancien déporté, arrêté lors de la manifestation du 28 juin a été libéré il y a cinq jours.

Il n'y a pas eu de réaction à cette offensive. Les ouvriers comprennent bien la gravité de la situation mais rien n'est organisé. La C.G.T. n'a lancé aucun appel à l'action de réintégration et pour la libération des emprisonnés. La « Vie-Ouvriere-Renault » ne mène aucune campagne.

Cette situation ne peut pas durer sans danger. Quelques bonnes initiatives sur des mots d'ordre justes pourraient changer la direction du courant.

Correspondant.

ABONNEZ-VOUS

46, rue de l'Arbre-Sec

C.C.P. Sté de Presse, d'Edition et de Librairie n° 603.201 Paris

1 an	400 fr.
6 mois	200 fr.

Préparons la contre-offensive

(Suite de la première page.)

registrer un échec politique significatif : l'obligation de relâcher Jacques Duclos et d'abandonner le projet de mise dans l'illégalité du Parti communiste français.

Le fait qu'un magistrat — rebelle à Pétain — ait refusé de maintenir illégalement l'accusation contre Duclos, prouve moins la démocratie que l'impuissance présente de la bourgeoisie à courber les siens sous l'unique loi de l'intérêt général de leur classe.

Ces échecs de Pinay apportent une nouvelle fois la preuve de la décomposition irrémédiable de la bourgeoisie française, de l'instabilité et de la faiblesse sénile sans précédent de son régime.

Mais cette constatation ne doit rassurer personne. Une société ne meurt jamais de vieillesse. Il faut l'abattre.

Si Pinay a pu exécuter tranquillement ses pirouettes économico-sociales ; s'il a pu interdire les manifestations, faire licencier les grévistes et arrêter des leaders ouvriers parmi les plus populaires (chose inconcevable il y a seulement un an), c'est en raison de la situation de défensive périlleuse où la division de son front a laissé la classe ouvrière.

Ne pas renverser Pinay, c'est lui permettre de recommencer l'« expérience » avec un plus solide appui parlementaire, avec une audace accrue du côté de ses services policiers et journalistiques, avec une démoralisation parallèle toujours plus grande du côté ouvrier.

REALISER L'UNITE D'ACTION POUR REMPLACER PINAY PAR LE GOUVERNEMENT DES PARTIS OUVRIERS

Pinay doit-être renversé mais il ne tombera pas de lui-même, si ce n'est pour faire place à un autre ministère de réaction.

Seule la lutte ouvrière unie peut le renverser.

Cela, les travailleurs le savent et l'expriment dans leurs organisations.

La ligne politique du Parti communiste français dans ses variations incessantes et désordonnées traduit une crise profonde de ce parti. Ses militants veulent l'unité d'action ; ils s'opposent aux combats délibérement coupés du gros des forces de la classe ouvrière et des attitudes sectaires dont nous avons donné maints exemples dans nos colonnes et qui sont autant d'obstacles à l'unité d'action ouvrière.

La conscience de la nécessité de l'unité d'action n'anime pas que les militants et sympathisants du P.C.F.

Si les travailleurs socialistes n'étaient pas sensibles à toute possibilité réelle d'unité d'action, Robert Verdier n'aurait pas été amené à écrire dans « Le Populaire » du 24 juin « Mais aucune alliance avec les partis n'est envisagée (par les partis communistes). C'est aux « militants de base » qu'on s'adresse, c'est à eux qu'on tend la main, en leur offrant tous les prétextes possibles d'action commune pour les dresser contre leurs propres partis. »

Et si, pour Robert Verdier, cela n'est qu'un prétexte pour repousser le front unique avec précisément le système d'exclusive à l'égard des directions qu'il vient de critiquer, il n'en est pas moins vrai que l'argument est de ceux qui portent, parce qu'il est juste.

Ce refus de fait des directions de réaliser le front unique, a repoussé de mois en mois l'échéance des luttes en les rendant de mois en mois plus difficiles.

Une nouvelle échéance de septembre s'ouvre devant nous. Il faut la saisir avec tous les forces dont nous pouvons disposer.

En renouvellant ses propositions de septembre 51, Benoit Frachon a repris le mot d'ordre des Comités d'unité d'action. Ce mot d'ordre reste à l'arrière plan de la propagande cégétiste, mais ce n'est qu'en s'en saisissant, en en faisant la grande réalité du mouvement ouvrier français que seront données les conditions de démocratie dans l'élaboration des revendications et la structure des organismes, qui peuvent imposer aux directions le front unique de la base au sommet auquel elles se dérobent.

Les comités ne sont pas irresponsables. Ils sont au contraire l'expression de la plus haute responsabilité ouvrière.

Nul doute que dans les comités d'unité d'actions l'accord se fera sans difficulté sur tous les points qui tiennent au cœur des travailleurs. Quand ils en décidèreront ensemble et démocratiquement nul ouvrier ne se refusera à défendre ceux que la bourgeoisie frappera, quels qu'ils soient.

Une contre-offensive ouvrière ne mettrait pas seulement obstacle à la politique réactionnaire d'un Pinay; elle renversera le pouvoir de celui dont la force n'est que la paralysie ouvrière, et poserait dans son esser la revendication du gouvernement du front unique des partis socialiste et communiste.

Tel est l'autre terme de l'alternative ouverte aujourd'hui devant la classe ouvrière française.

O. N. U. et planète Mars

Le cinéma américain exploite le besoin qu'ont les hommes de merveilleux et consacre une série aux films d'anticipation ; mais ceux-ci ne reflètent que les préoccupations politico-sociales actuelles des U.S.A. : sous le galimatias moral et les artifices de la « science fiction » nous n'avons aucune peine à reconnaître les thèmes familiers de la propagande atlantique.

« Le Jour où la terre s'arrêta » *est fort révélateur à cet égard. L'attirail habituel du genre ne nous surprend plus : Une soucoupe volante se pose à Washington, et de ses flancs sortent le robot et l'homme d'une autre planète. Le premier crache le rayon de la mort au moindre signe d'énervement des G.I.'s assemblés, est capable, si son maître est en danger, de partir « d'instinct » à son secours ; le second a appris l'anglais sur ondes courtes, sait résoudre les plus ardus problèmes de mathématiques, peut cicatriser ses blessures en moins d'une heure, et a l'aspect d'un homme de trente ans, bien qu'il en avoue soixante-dix (s'agit-il d'années lumière, terrestres ou martiennes ?) Quant à la soucoupe, elle est faite d'un métal inaltérable.*

La mission du surhomme est d'imposer la paix sur la terre, qui, sera pulvérisée si elle persévère dans sa rage belliqueuse. Or, les Nations Unies sont incapables d'établir la paix. Une conférence est alors convoquée, devant la soucoupe. Mais le superman est tué ; pas pour longtemps, car, tel le Christ, le voilà ressuscité, grâce au robot fidèle, qui pulvérise au passage deux soldats mal placés.

Et, devant l'Assemblée d'où émerge un Hindou à la tête de Nehru, le surhomme souriant avertit les « Agresseurs » — et la caméra rencontre la silhouette d'un général russe — qu'il reviendra, si la guerre éclate malgré ses exhortations.

Les symboles sont clairs: le surhomme c'est l'idéal même de l'impérialisme américain, accompagné de ses armes atomiques et secrètes. Le film poursuit des buts conjugés: convaincre, à l'échelle mondiale, que les U.S.A. ont un idéal de paix et de démocratie, et persuader de la toute-puissance de leurs moyens matériels ; paralyser la volonté d'action des masses ouvrières du monde « occidental » par la terreur de la guerre, tout en laissant entendre que leur défense, en cas de conflit, serait assurée à la mesure de leur sagesse.

Mais le public ouvrier n'a pu que s'esclaffer devant les moyens puérils et grossiers utilisés pour tenter d'arriver à ces fins.

P. SERMAN.

LA BOUSSOLE IVRE

(Suite de la première page)

action en commun contre le gouvernement Pinay, sa politique de réaction et de répression.

En revanche des propositions de large union « sans distinction de classe sociale » est faite en vue de réaliser un front national d'indépendance avec la bourgeoisie.

A la politique d'isolement sectaire:

APRES L'ECHEC DU 4 JUIN

Le 12 février fut un avertissement. Le 4 juin doit ouvrir tous les yeux avant qu'il ne soit trop tard.

La bourgeoisie française est faible, déchirée par ses contradictions ; son régime gangréné est en pleine crise. Malgré cela elle marque des points chaque jour dans sa lutte contre la classe ouvrière ; elle maintient les salaires bloqués malgré la hausse des prix ; elle licencie les grévistes ; elle licencie des délégués ; elle viole de plus en plus sa propre légalité ; elle peut incarcérer arbitrairement le dirigeant du P.C.F. selon son bon plaisir et sans même chercher de couverture juridique. Sa force ne réside pas en elle-même, mais dans la paralysie et dans l'inaction de la classe ouvrière que morcelle et désoriente la division.

Or, le P.C.F. lutte pour sa propre existence légale ; or, le Kremlin joue dans la période actuelle l'existence même de l'Etat ouvrier soviétique menacé par l'intervention impérialiste.

Est-ce donc par aveuglement, par stupidité que le P.C.F., subordonné au Kremlin, mène cette politique incohérente, absurde, inefficace ? L'aventurisme sectaire à la Billoux, comme l'opportunisme de collaboration de classe à la Fajon sont-ils le fruit de l'inexpérience ?

En vérité il s'agit de tout autre chose. La source de ses erreurs est précisément dans sa subordination mécanique à la bureaucratie privilégiée de l'U.R.S.S., qui craint autant l'action révolutionnaire des masses que le risque de destruction par l'impérialisme de l'Etat ouvrier dont elle tire ses privilèges.

La bureaucratie sait que son existence, en tant que caste, repose sur l'équilibre, sur la neutralisation réciproque des forces de la révolution prolétarienne et des forces de la contre-révolution impérialiste à l'échelle mondiale. Elle sait que l'existence de la bourgeoisie dans le monde est nécessaire à sa propre subsistance en U.R.S.S.

Certes l'histoire condamne cet équilibre ; certes, de mois en mois l'équilibre devient plus précaire ; certes il se rompra inévitablement par la guerre que l'impérialisme déclenchera inéluctablement contre l'U.R.S.S.

« le parti communiste seul », succède brusquement une nouvelle orientation opportuniste droitière d'union des prolétaires avec les bourgeois pour l'indépendance.

Dans ses virages de plus en plus brusques, la direction du P.C.F. reste incapable de définir la politique de classe, de front unique pour le gouvernement ouvrier-paysan impérieusement dictée par la situation.

Mais la bureaucratie vit au jour le jour et se cramponne à un équilibre périmé qui lui a permis de naître et de se développer.

Loin de supprimer ses contradictions, la marche vers l'affrontement final entre les classes ne fait qu'aggraver ses zig-zags, de même que l'approche du pôle magnétique, loin de fixer l'aiguille de la boussole, accentue ses oscillations. Approchant du pôle de la guerre de classe internationale, la boussole de la bureaucratie thermidorienne de l'U.R.S.S. oscille, s'affole.

L'avenir de la classe ouvrière française, l'avenir de ses meilleurs cadres, les militants organisés dans le P.C.F., dépendent plus que jamais d'une politique révolutionnaire conséquente à laquelle fait obstacle la subordination à la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin.

VIENT DE PARAITRE

W. WILNY

L'AVENIR DE L'U.R.S.S.

vu par les dirigeants impérialistes américains et par un révolutionnaire soviétique

Dépositaire exclusif :
S.P.E.L., 46, rue de l'Arbre-Sec
PARIS-1er — C.C.P. 603.201 Paris

Prix unitaire	60 fr.
Par dix	500 fr.
Par cent	4.000 fr.

Le Gérant : FONTANEL.
Imp. spée. de « LA VERITE »
E.O. — O.D. 3 P. d. D. — P. 19